

ASSEMBLÉE NATIONALE

14 juin 2013

LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LA GRANDE DÉLINQUANCE ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE - (N° 1130)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 15

présenté par
M. Blanc et M. Houillon

ARTICLE 13

Substituer à l'alinéa 7 les deux alinéas suivants :

« 4° Le dix-huitième alinéa est ainsi rédigé :

« Pour l'enquête, la poursuite, l'instruction et, s'il s'agit de délits, le jugement des affaires visées au présent article qui apparaissent relever de la compétence de plusieurs tribunaux dont la compétence territoriale est étendue au ressort de plusieurs cours d'appel, le procureur de la République de Paris, le juge d'instruction et le tribunal correctionnel de Paris voient leur compétence étendue au territoire national. » ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet d'étendre la compétence de la juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) de Paris à l'ensemble du territoire nationale dans les affaires dont le ressort géographique sur lequel elles s'étendent s'étend sur le ressort de plusieurs JIRS. Il satisfait l'objectif du Gouvernement de centralisation et de spécialisation pour les affaires les plus complexes, dans le respect du maintien de l'architecture existante, qui fonctionne de manière satisfaisante.